

« SOUS NOS YEUX »

Hollande a peur de ses armées

par Thierry Meyssan

Nicolas Sarkozy et François Hollande utilisent les armées françaises pour satisfaire des intérêts privés ou étrangers. Ils ont envoyé des hommes à la mort pour voler le cacao de Côte d'Ivoire, les réserves d'or de Libye, le gaz de Syrie, et l'uranium du Mali. La confiance est brisée entre le chef des armées et des soldats qui se sont engagés pour défendre la patrie.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 27 JANVIER 2013

ESPAÑOL ENGLISH



Craignant que des militaires ne tirent sur le président de la République, le service de sécurité de l'Élysée a fait neutraliser les armes, lors de la cérémonie des vœux annuels (base d'Olivet, 9 janvier 2013).

© Présidence de la République

Les aventures militaires de Nicolas Sarkozy et François Hollande en Afghanistan, en Côte d'Ivoire, en Libye, en Syrie et maintenant au Mali sont très vivement discutées au sein des armées françaises. Et l'opposition qu'elles rencontrent est arrivée à un point critique. Quelques exemples :

En 2008, alors que Nicolas Sarkozy venait de modifier la mission

des soldats français en Afghanistan pour en faire des supplétifs des forces d'occupation états-uniennes, le chef d'état-major de l'Armée de terre, le général Bruno Cucu, refusa d'y envoyer des chars Leclerc. La crise fut si profonde, que le président Sarkozy profita du premier faits divers pour contraindre le général Cucu à démissionner.

En 2011, c'était au tour de l'amiral Pierre-François Forissier, chef d'état-major de la Marine, d'exprimer publiquement ses doutes sur l'opération en Libye qui, selon lui, éloignait les Forces françaises de leur mission principale de défense de la Patrie.

En 2012, le général Jean Fleury, ancien chef d'état-major de l'Armée de l'air fut encore plus explicite pour affirmer que la France n'a ni la vocation, ni les moyens d'attaquer la Syrie.

Au cours des cinq dernières années, la conviction s'est installée parmi la plupart des officiers supérieurs —souvent des catholiques très pratiquants— que la puissance des armées françaises a été détournée par les présidents Sarkozy et Hollande au service d'intérêts privés ou étrangers, états-uniens et israéliens.

Ce que confirme l'organisation même des récentes opérations extérieures. Depuis 2010, la plupart d'entre elles ont échappé au commandement du chef d'état-major des armées, l'amiral Édouard Guillaud, pour échoir au commandement du général Benoît Puga, depuis l'Élysée.

Ce parachutiste, spécialiste des Opérations spéciales et du Renseignement, incarne à la fois la dépendance à Israël et le renouveau du colonialisme. C'est lui qui supervisa, en Égypte, la construction du Mur d'acier qui termine de clôturer la Bande de Gaza et l'a transformée en un ghetto géant.

On sait que Nicolas Sarkozy n'aimait pas le contact des militaires. François Hollande, quant à lui, les fuit. Ainsi, lorsqu'il s'est rendu au Liban pour enjoindre le président Michel Sleimane de soutenir la guerre secrète en Syrie, le 4 novembre dernier, il n'a pas jugé bon d'aller saluer le contingent français de la FINUL. Cet outrage n'est pas à mettre sur le compte du dédain, mais de la crainte du contact avec la troupe.

La crise de confiance a atteint un point tel que le service de sécurité de l'Élysée craint que des militaires n'attendent à la vie du président de la République. Ainsi, le 9 janvier, lors de la présentation des vœux présidentiels aux Armées, sur la base du 12e régiment de cuirassiers d'Orléans, l'Élysée a exigé la neutralisation des armes. Les perceurs des fusils d'assaut et des mitrailleuses ont été retirés, ainsi que les platines des pistolets. Les munitions ont été confisquées et stockées dans des sacs plombés. Une telle mesure n'avait pas été prise depuis la crise algérienne, il y a une soixantaine d'années.

Lorsque François Hollande déclarait : « *La communauté militaire est une famille, avec les actifs et les réserves (...) j'en connais la stabilité, la solidarité et j'apprécie aussi le sens de la discipline, de la cohésion et même de la discrétion* », le comportement de son service de sécurité démentait ses propos. Le président a peur de ses armées. Il se défie de ses soldats, car il sait ne pas pouvoir justifier des missions qu'il leur assigne.

Cette crise ne manquera pas de se développer si le président de la République poursuit dans sa volonté d'étendre les opérations secrètes à l'Algérie. Or, depuis la suspension de la conscription obligatoire et la professionnalisation des armées, de nombreuses recrues sont issues de familles musulmanes originaires d'Algérie. Elles ne manqueront pas de réagir avec émotion à une recolonisation rampante de la patrie de leurs parents.

Thierry Meyssan

Source
Al-Watan (Syrie)

Source : « Hollande a peur de ses armées », par Thierry Meyssan, Al-Watan (Syrie), *Réseau Voltaire*, 27 janvier 2013, www.voltairenet.org/article177263.html